

dans une telle aventure, que penseraient du Canada les autres pays en apprenant demain que la Chambre des communes s'est attaquée à la tâche mentionnée par le sous-amendement?

Quant à l'inflation de la monnaie, qu'on me permette de signaler un autre point. On sait fort bien qu'il est très difficile de trouver le montant juste de l'inflation qui pourrait servir à atteindre la fin en vue. Qui déterminera ce point? L'inflation a une propension à acquiescer une force d'impulsion avec le mouvement acquis. Il est facile de presser l'accélérateur, mais il est plus difficile d'appliquer les freins.

Mlle MACPHAIL: On paraît avoir appliqué les freins, maintenant.

Le très hon. MACKENZIE KING: C'est heureux, s'ils l'ont fait à l'égard de l'inflation, car, à mes yeux, l'inflation serait le dernier remède à appliquer dans les circonstances. L'inflation augmenterait-elle la puissance d'achat de quiconque, outre-mer? L'inflation, pratiquée comme le conseille le sous-amendement, n'aurait-elle pas pour effet d'aider plutôt les classes possédantes de l'heure que les autres? Qu'on me permette de lire un exposé de M. Keynes, que les honorables députés de l'extrême-gauche citent souvent:

En rétablissant la valeur des fortunes d'avant-guerre par la déflation on hausse aussi celle des fortunes de guerre ou d'après-guerre, et, par conséquent, on fait droit à toutes les réclamations de la classe des rentiers non seulement au delà de ce que à quoi elle a droit, mais dans une proportion inadmissible du revenu total de la collectivité.

Est-ce là ce que désirent les auteurs du sous-amendement? On ne peut pratiquer l'inflation ou la déflation de façon à aider seulement ceux qui n'ont à peu près rien, sans aider aussi, dans certains cas, ceux qui possèdent quelque chose. Chacune fait sentir partout ses effets. C'est une arme à deux tranchants en matière de finance.

En outre, ne croit-on pas que certains de ces problèmes sont trop vastes pour qu'une seule nation puisse les résoudre? N'est-il pas vrai qu'à part ces problèmes d'ordre international, il entre en ligne de compte d'autres éléments très réels dont il est difficile de s'assurer la maîtrise, même si la collaboration internationale intervient? Il n'y a pas longtemps, un grand économiste qu'on a cité à diverses reprises au cours de la présente discussion, sir Josiah Stamp, a prononcé un discours fort documenté en notre ville, où il disait:

Aucun organisme économique ne peut résister à un optimisme exagéré ou à un pessimisme également exagéré. Pour assainir les finances du monde, il faut considérer deux séries distinctes

[Le très hon. Mackenzie King.]

de problèmes: 1. les questions d'ordre national que nous devons régler nous-mêmes; 2. les problèmes d'intérêt international qu'une nation en particulier ne peut résoudre, mais dont la solution se trouve dans la fusion complète et sincère des intérêts corrélatifs. Tels sont les problèmes de l'or, des tarifs douaniers et du désarroi des marchés.

Il faisait allusion à l'élément psychologique aussi bien qu'à l'aspect économique. A propos de l'élément psychologique, me serait-il permis de demander à ceux qui appuient la méthode préconisée dans le sous-amendement, si l'on améliorerait le crédit du Canada aux yeux de l'étranger, en annonçant, demain, que notre pays a décidé de recourir à l'inflation monétaire? Je ne le pense pas, et je ne crois pas que mes honorables collègues en soient persuadés. Mais alors, pourquoi adopter ce sous-amendement aujourd'hui?

La question d'une monnaie dirigée a une très grande portée. On en fait l'expérience maintenant dans plus d'un pays, dans la Grande-Bretagne par exemple. Seulement la Grande-Bretagne possède une connaissance approfondie de la finance internationale et des questions de banque et de monnaie, que n'a aucun autre pays du monde. Ne pourrions-nous pas attendre un peu pour connaître les fruits de cet essai que fait la Grande-Bretagne, avant d'opposer nos efforts aux siens? C'est là le point que je veux signaler.

Puis-je ajouter ceci: La Grande-Bretagne, comme l'a noté l'honorable représentante de Grey-Sud-Est (Mlle Macphail), fait l'essai de la monnaie dirigée. Mais a-t-elle jamais tenté l'expérience de l'inflation de sa monnaie pour faire face à ses difficultés financières? Non pas. Mais si l'exemple de la Grande-Bretagne est digne d'être suivi, il me semble que nous devrions l'imiter en cela aussi. Mais je ne veux pas trop amplifier cet aspect de la question. Je veux simplement faire ressortir que des raisons d'ordre plutôt péremptoire nous conseillent d'hésiter avant d'adopter cet amendement à un moment pareil, non pas que nous refusions de concéder l'opportunité d'étudier ce problème, et d'effectuer certaines réformes, mais seulement parce que nous devons résoudre nos difficultés suivant les circonstances actuelles dans le pays et dans cette Chambre.

Bien plus, la méthode que propose le sous-amendement aurait, selon moi, advenant son adoption, l'effet d'empêcher la réalisation de l'objet que visent ceux qui la préconisent. Que dit ce sous-amendement?

Que la première mesure... devrait être la nationalisation de notre système financier, qu'il faudrait prendre les moyens d'émettre immédiatement assez d'argent pour que la valeur du dollar monte aussi rapidement que possible au